

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Le Président de Hautes Terres Communauté

Objet : Décision expresse de refus d'exercer le droit de préemption urbain – DIA.015.102.24.0003 – Lavigerie

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10 ;

Vu les statuts de Hautes Terres Communauté et notamment sa compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 211-1 à L. 211-7 et R. 213-4 à D. 213-13-4 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n°2021CC-191 en date du 04 octobre 2021 portant exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Lavigerie en date du 02 juin 2012 portant approbation de la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de Lavigerie ;

Vu la délibération n°2021CC-190 du Conseil communautaire en date du 04 octobre 2021 portant institution du droit de préemption urbain sur les communes de Murat, Albepierre-Bredons et Lavigerie ;

Vu la délibération n°2024-CC-085 en date du 11 avril 2024 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 30 septembre 2024 ;

DECIDE

Article 1 : De refuser d'exercer le droit de préemption urbain sur le bien désigné ci-dessous :

Date de dépôt en mairie	20/09/2024
Numéro d'enregistrement	DIA.015.102.24.0003
Propriétaires vendeurs	
Description du bien	
Adresse précise du bien	120 Route du Puy Mary 15300 Lavigerie
Références cadastrales	AC15 350 m ²
	AC275 355 m ²
	AC276 132 m ²
	Superficie totale 837 m²
Zonage du PLU	Ua
Immeuble	Bâti sur terrain propre
Nature des droits cédés	Pleine propriété
Usage	Habitation
Prix	40 000 €
Prix / m ² de terrain	47,79 /m ²
Acquéreurs	
Signature de la DIA	16/09/2024
Mandataire	FAUCHER-GARROS EPOUSE MARTRES Marie

Article 2 : La présente décision ne vaut que dans la limite des renseignements contenus dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

Article 4 : Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.